

ARRETE MUNICIPAL N°2023-302

POLE MOYENS GENERAUX
DIRECTION DES SERVICES JURIDIQUES
ASL/MG/MCG

OBJET :

Autorisation d'occupation du domaine public délivrée à Monsieur Jacques PARSEMAIN, gérant de l'établissement SAS JPF DISTRIBUTION à l'occasion des « Cabanes du Port » 2023.

Le Maire de la commune de Fos-sur-Mer,

Vu le code général des collectivités territoriales, articles L.2213-1 et suivants,

Vu le code de la santé publique,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L2121-1, L2122-1 à L2122-4 et L2125-1,

Vu l'arrêté municipal n° 2714 du 15 Janvier 2001 approuvant le Règlement Général de voirie appliqué sur la commune,

Vu la délibération n°2022-132 du 13 décembre 2022 portant sur l'adoption de certaines redevances pour l'occupation du domaine public, pour les emplacements saisonniers du village de restauration sur le secteur du port de plaisance Claude ROSSI,

Vu la demande de **Monsieur Jacques PARSEMAIN** sollicitant un emplacement pour les Cabanes du Port 2023,

Vu la procédure de sélection préalable organisée par la commune,

Vu l'avis de la commission consultative pour l'attribution d'emplacement saisonniers sur le domaine public qui s'est réunie le 30 mars 2023,

Considérant que l'organisation de cette manifestation nécessite l'autorisation d'occuper le domaine public,

Considérant qu'il appartient à Monsieur le Maire d'autoriser l'occupation du domaine public,

ARRETE

I Occupation du domaine public

Article 1^{er} : **Monsieur Jacques PARSEMAIN**, gérant de l'établissement **SAS JPF DISTRIBUTION** 43 avenue Jean Jaurès - 13270 Fos-sur-Mer – **siren n°893 621 896 000 15**, est autorisé à occuper le domaine public, afin d'y exploiter un établissement temporaire, **du 30 juin au 27 août 2023**, à savoir :

- le lot 4 des Cabanes du Port, destiné à la vente de crustacés et coquillages cuisinés par le biais de produits tels que crevettes, calamars, seiches, moules, poissons, etc. L'ensemble des produits doivent être chaud et peuvent être proposés sous diverses formes : plats avec accompagnement, tapas, restauration à emporter avec possibilité de consommer sur place.
- Un chalet de stockage.

Arrêté municipal n° 2023-302 (suite 1)

Article 2 : La présente autorisation est accordée à charge pour le permissionnaire de se conformer aux dispositions de la « charte de qualité et conditions de fonctionnement » pour l'organisation des Cabanes du Port.

Le bénéficiaire est chargé d'assurer une protection maximale des personnes qui préparent le repas et des clients.

Article 3 : **Monsieur Jacques PARSEMAIN** s'acquittera de la redevance due pour cette occupation, à savoir : **9 000,00 € euros** par titre de recette échelonné comme suit :

- 1 500 euros (chalet de stockage) + 3 000 euros = 4 500 €, paiement à échoir pour le mois de **juin 2023**.
- 1 500 euros (chalet de stockage) + 3 000 euros = 4 500€, paiement à échoir pour le mois de **juillet 2023**.

Le non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

Article 4 : Les assurances utiles en la matière devront être contractées et fournies à la commune, celle-ci se dégageant de toutes responsabilités (responsabilité civile). Le permissionnaire se garantit contre tous les risques qui pourraient subvenir.

De même, devra être justifiée l'inscription de cette exploitation aux organismes professionnels compétents (copie de ce document sera produite).

Article 5 : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et de dégradation, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

II Mesures d'exécution

Article 6 : Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 7 : Le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire, ou de sa publication pour les tiers susceptibles d'être lésés dans leurs intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville avenue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer.

Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Le Directeur Général des Services de la Commune de Fos-sur-Mer, Monsieur Jacques PARSEMAIN, les services de Police Nationale et de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, inscrit au registre des actes administratifs de la mairie et transmis en Sous-Préfecture dans le cadre du contrôle des actes administratifs.

Fos-sur-Mer, le 9 mai 2023

Le Maire

René RAIMONDI



Pour le Maire,
Par délégation,
M. Int. Philippe POMAR